



CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

2025-2026 RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE

CLOS LE 30 JUIN 2025

**Rapport de gestion et états financiers
intermédiaires résumés non audités**

CONSTRUCTION
DE DÉFENSE
CANADA



DEFENCE
CONSTRUCTION
CANADA

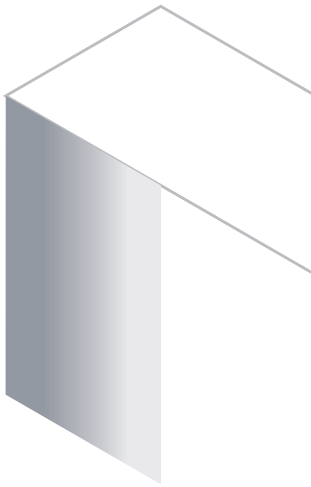
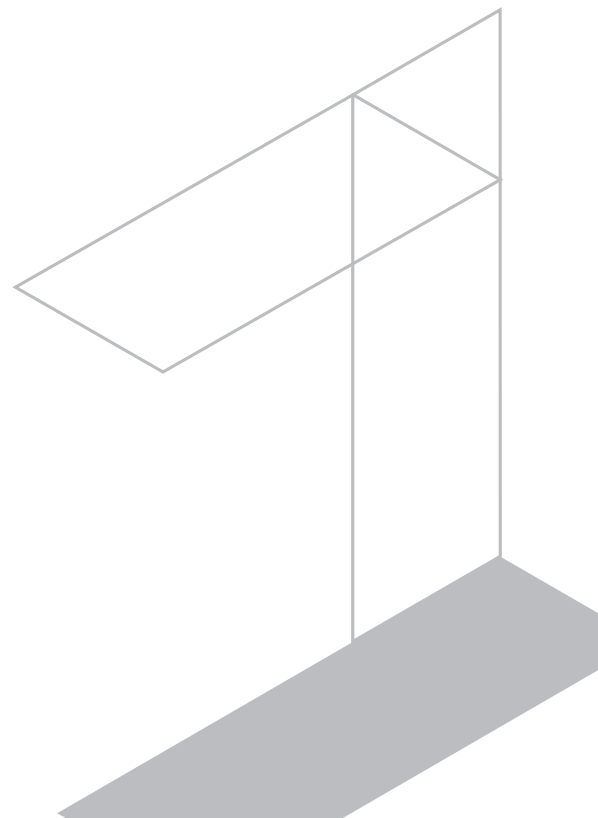


TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 Profil de la Société	1
2.0 Indicateurs du rendement opérationnel	1
3.0 Gestion des risques	2
4.0 Résultats financiers	2
États financiers intermédiaires résumés non audités	5



RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion dresse un portrait des résultats financiers et des changements opérationnels pour le premier trimestre, clos le 30 juin 2025, de Construction de Défense Canada (la Société ou CDC). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Les présents états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), Information financière intermédiaire, et à la Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces renseignements à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025 et du rapport de gestion s'y rapportant (le *Rapport annuel 2024-2025*). La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

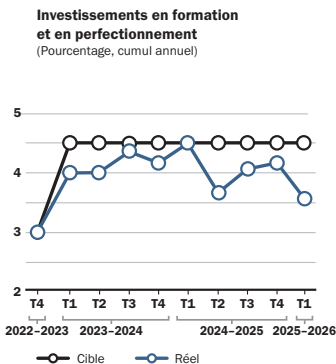
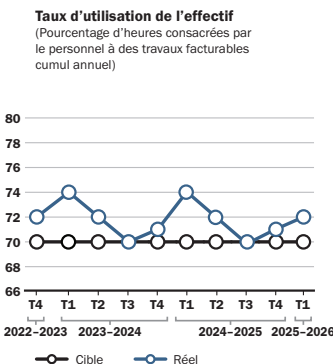
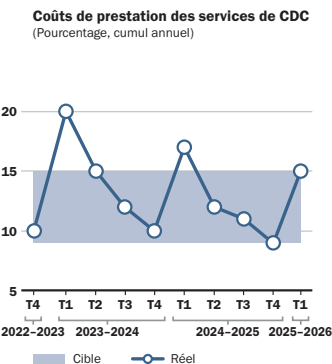
Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du premier trimestre renvoient au trimestre clos le 30 juin 2025. Toute mention du premier trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 juin 2024. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2025.

1.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

CDC est une société d'État dont l'objectif est de mener à bien l'approvisionnement et la réalisation de projets d'infrastructure et d'environnement de défense. Son mandat premier est de répondre aux besoins en matière d'infrastructure, de biens immobiliers et d'environnement du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en offrant des services de consultation, de collaboration, de planification, de prestation et de gestion dans le cadre de marchés de défense.

2.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

Indicateur de rendement opérationnel	Trimestre clos le 30 juin 2025	Cible
Coûts de prestation des services de CDC	15 %	de 9 % à 15 %
Taux d'utilisation de l'effectif	72 %	70 %
Investissements en formation et en perfectionnement	3,6 %	4,5 %



3.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, Gestion des risques, du rapport de gestion du *Rapport annuel 2024-2025* de CDC.

4.0 RENDEMENT FINANCIER

4.1 RÉSULTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2025	2024	\$	%
Produits tirés des services facturés	52 611 \$	51 294 \$	1 317	3 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	966	719	247	34 %
Produits financiers	780	795	(15)	-2 %
Produits totaux	54 357 \$	52 808 \$	1 549	3 %
Salaires et avantages du personnel	49 369 \$	45 553 \$	3 816	8 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	3 202	3 636	(434)	-12 %
Frais de déplacement et décaissements	966	719	247	34 %
Dotations aux amortissements	438	457	(19)	-4 %
Charges financières	61	67	(6)	-9 %
Total des charges	54 036 \$	50 432 \$	3 604	7 %
Résultat net et résultat global	321 \$	2 376 \$	(2 055)	-86 %

Les produits tirés des services facturés se chiffrent à 53 millions de dollars au premier trimestre, soit une hausse de 1 million de dollars ou de 3 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable principalement à un relèvement du taux de facturation de 3,25 %.

L'augmentation des salaires et avantages du personnel tient principalement aux rajustements salariaux annuels liés aux facteurs économiques, à la rémunération au rendement et aux avantages. Le reste de l'augmentation est attribuable à une hausse d'environ 2 % de l'effectif, ou 26 équivalents temps plein, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges opérationnelles et les frais d'administration s'élèvent à 3 millions de dollars au premier trimestre. Les services professionnels atteignent au total 265 000 \$ au premier trimestre, soit une baisse de 325 000 \$, ou 55 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse est surtout imputable aux dépenses engagées au premier trimestre de l'exercice précédent à l'appui du remplacement du système de planification des ressources, ainsi qu'aux services de vérification interne et d'évaluation du milieu de travail.

4.2 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est expliquée dans le *Rapport annuel 2024-2025*.

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 82 millions de dollars au 30 juin 2025, soit une baisse de 15 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au 31 mars 2025.

Au 30 juin 2025, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 27 millions de dollars, en baisse de 19 millions de dollars, ou 41 %, par rapport au 31 mars 2025. Pour la période de trois mois suivant le 31 mars 2025, la Société a affecté des sorties nettes de trésorerie de 15 millions de dollars (montant net) à ses activités opérationnelles, de 4 millions de dollars (montant net) à l'acquisition de placements et de 19 000 \$ aux dépenses d'investissement, et a dépensé 254 000 \$ pour s'acquitter de ses obligations locatives.

Au 30 juin 2025, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de CDC se situait dans la fourchette ciblée de 24 millions de dollars à 34 millions de dollars pour ses réserves de fonctionnement pour 2025-2026.

Au 30 juin 2025, les placements (courants et non courants) totalisaient 54 millions de dollars, en hausse de 4 millions de dollars par rapport à la clôture de l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable à l'achat de certificats de placement garanti (CPG) et d'obligations des provinces.

Trésorerie et ressources en capital (en milliers de dollars)	Au		Variation	
	30 juin 2025	31 mars 2025	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 383 \$	46 421 \$	(19 038)	-41 %
Placements	54 252	50 429	3 823	8 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	81 635 \$	96 850 \$	(15 215)	-16 %

4.3 COMPARAISON DES RÉALISATIONS AUX PROJECTIONS

Le tableau ci-après compare les résultats réels de la Société pour le premier trimestre aux projections figurant dans le Plan d'entreprise (le Plan). Les résultats réels de la Société en comparaison aux projections du Plan sont en général meilleurs que prévu. Les salaires et avantages du personnel plus élevés que prévu ont toutefois contrebalancé les effets des réductions de coûts mises en œuvre et des augmentations des produits tirés des services facturés. La Société reste néanmoins sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs financiers pour l'ensemble de l'exercice.

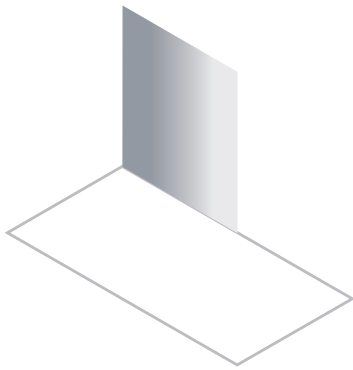
Les produits tirés des services facturés sont de 853 000 \$ de plus par rapport aux projections du Plan. Cette hausse des produits s'explique par une demande plus forte que prévu pour les services de la part des clients-partenaires.

Les salaires et avantages du personnel ont été de 5 % plus élevés que les prévisions du Plan. Les salaires ont été supérieurs aux prévisions en raison des rajustements salariaux annuels liés aux facteurs économiques, à la rémunération au rendement et aux avantages, ainsi qu'à une augmentation plus importante que prévu des heures supplémentaires, une situation qui découle d'une demande de services plus forte que prévu de la part des clients-partenaires.

Les charges opérationnelles et les frais d'administration généraux ont été de 25 % inférieurs aux prévisions du Plan, principalement en raison d'un changement dans la période pendant laquelle ces charges et ces frais sont engagés. La Société continue, en 2025-2026, à déterminer des possibilités de réduction des coûts et d'augmentation de l'efficacité pour appuyer l'objectif de réduction des dépenses du gouvernement du Canada.

	Trimestre clos le 30 juin 2025		Variation	
	Réel	Plan d'entreprise	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Produits				
Produits tirés des services facturés	52 611 \$	51 758 \$	853	2 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	966	777	189	24 %
Produits financiers	780	798	(18)	-2 %
Total des produits	54 357 \$	53 333 \$	1 024	2 %
Charges				
Salaires et avantages du personnel	49 369 \$	47 122 \$	2 247	5 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	3 202	4 264	(1 062)	-25 %
Frais de déplacement et décaissements	966	777	189	24 %
Dotation aux amortissements	438	442	(4)	-1 %
Charges financières	61	64	(3)	-5 %
Total des charges	54 036 \$	52 669 \$	1 367	3 %
Résultat net et résultat global	321 \$	664 \$	(343)	-52 %
Dépenses d'investissement	9 \$	— \$	9	*
Charges liées aux marchés	252 212 \$	212 371 \$	39 841	19 %

*La variation est négligeable.



ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS



DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, Information financière intermédiaire, et à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200, Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés. À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Marie-Josée Lacombe, CPA
*Vice-présidente, Finances et
Ressources humaines, et
chef des Finances*

Ottawa, Canada
Le 29 août 2025

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		30 juin 2025	31 mars 2025
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		27 383 \$	46 421 \$
Placements	6	10 186	9 797
Produits à recevoir	9	2 987	—
Créances clients	13	39 699	21 239
Charges payées d'avance	13	2 907	1 920
Salaires et autres créances	13	2 113	1 770
Actifs courants		85 275 \$	81 147 \$
Placements	6	44 066	40 632
Immobilisations corporelles	7	2 046	2 165
Immobilisations incorporelles		84	97
Actifs au titre de droits d'utilisation	12	5 315	5 612
Actifs non courants		51 511 \$	48 506 \$
Total de l'actif		136 786 \$	129 653 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	13	26 377 \$	21 669 \$
Produits comptabilisés d'avance	9	1 627	399
Avantages du personnel	8	975	860
Obligations locatives	12	930	1 045
Passifs courants		29 909 \$	23 973 \$
Avantages du personnel	8	47 021	46 006
Obligations locatives	12	5 460	5 599
Passifs non courants		52 481 \$	51 605 \$
Total du passif		82 390 \$	75 578 \$
Capitaux propres			
Capital-actions : Autorisé – (1 000 actions ordinaires sans valeur nominale) – émis (32 actions ordinaires)		—	—
Résultats non distribués		54 396	54 075
Total des capitaux propres		54 396 \$	54 075 \$
Total du passif et des capitaux propres		136 786 \$	129 653 \$

Engagements : Voir la note 12. Passifs éventuels : Voir la note 14.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 juin	
		2025	2024
Produits tirés des services facturés	9	52 611 \$	51 294 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		966	719
Produits financiers		780	795
Total des produits		54 357 \$	52 808 \$
Salaires et avantages du personnel		49 369 \$	45 553 \$
Charges opérationnelles et frais d'administration	10	3 202	3 636
Frais de déplacement et décaissements		966	719
Dotation aux amortissements	7, 12	438	457
Charges financières	12	61	67
Total des charges		54 036 \$	50 432 \$
Résultat net et résultat global		321 \$	2 376 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin	
	2025	2024
Capital-actions	— \$	— \$
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	54 075	47 265
Résultat net et résultat global	321	2 376
Solde à la clôture de la période	54 396 \$	49 641 \$
Capitaux propres	54 396 \$	49 641 \$

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 juin	
		2025	2024
Flux de trésorerie nets liés aux activités de fonctionnement			
Résultat net		321 \$	2 376 \$
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement			
Charge au titre des avantages du personnel	8	1 299	1 115
Avantages du personnel versés	8	(169)	(135)
Dotations aux amortissements	7, 12	438	457
Accroissement des primes d'investissement		(118)	(66)
Amortissement des primes d'investissement		10	12
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel			
Créances clients		(18 460)	(3 078)
Salaires et autres créances		(343)	47
Charges payées d'avance		(987)	(1 675)
Produits à recevoir		(2 987)	(2 716)
Fournisseurs et dettes diverses		4 718	1 593
Produits comptabilisés d'avance		1 228	1 702
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(15 050) \$	(368) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition de placements		(4 445)	—
Rachat et cession de placements		730	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(19)	(85)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(3 734) \$	(85) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Remboursement d'obligations locatives	12	(254)	(232)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(254) \$	(232) \$
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		(19 038)	(685)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		46 421	26 169
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		27 383 \$	25 484 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie			
Produit d'intérêts sur les placements		487 \$	377 \$
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires		289 \$	414 \$
Charges d'intérêts sur les obligations locatives		61 \$	67 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus en parallèle avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2025 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. En 1980, dans le cadre du Programme de coordination de l'image de marque, la Société a reçu le titre d'usage « Construction de Défense Canada ». Depuis 1996, la Société relève du ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Elle a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, Information financière intermédiaire, publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200, Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État. Comme l'autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires sont résumés et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels. Ils doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025 et le rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

La Société surveille activement les normes nouvelles et modifiées du CNCI. Le CNCI n'a pas publié de telles normes qui auraient une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations des provinces, portant intérêt à des taux effectifs allant de 1,2 % à 4,6 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,6 % à 4,6 %), ainsi que de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 1,1 % à 5,1 % (taux d'intérêt nominaux allant de 1,1 % à 5,1 %).

Les échéances des obligations s'échelonnent de septembre 2025 à avril 2031 et celles des CPG de juillet 2025 à juin 2030; la Société compte détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur des placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

	Au	
	30 juin 2025	31 mars 2025
Partie courante	10 186 \$	9 797 \$
Partie non courante	44 066	40 632
Investissements totaux	54 252 \$	50 429 \$

Valeur comptable au coût amorti	Au	
	30 juin 2025	31 mars 2025
Obligations des provinces	17 272 \$	15 049 \$
Certificats de placement garanti	36 980	35 380
	54 252 \$	50 429 \$

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) des cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (c.-à-d. des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif (niveau 2); c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données d'entrée non observables) (niveau 3). La juste valeur des placements n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, mais est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

Juste valeur	Au	
	30 juin 2025	31 mars 2025
Obligations des provinces	17 248 \$	15 121 \$
Certificats de placement garanti	37 571	35 655
	54 819 \$	50 776 \$

Au 30 juin 2025					
	Taux d'intérêt effectif	Taux d'intérêt nominal	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de cinq ans
<i>Obligations</i>					
Obligations des provinces	1,2 %-4,6 %	2,6 %-4,6 %	4 466 \$	6 284 \$	6 522 \$
Certificats de placement garanti	1,1 %-5,1 %	1,1 %-5,1 %	5 720	31 260	—
			10 186 \$	37 544 \$	6 522 \$
					54 252 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

Coût	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Solde au 31 mars 2025	700 \$	1 558 \$	2 773 \$	5 031 \$
Acquisitions	—	5	4	9
Solde au 30 juin 2025	700 \$	1 563 \$	2 777 \$	5 040 \$

Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2025	666 \$	1 116 \$	1 084 \$	2 866 \$
Amortissements	4	48	76	128
Solde au 30 juin 2025	670 \$	1 164 \$	1 160 \$	2 994 \$

Valeur comptable nette par catégorie d'actifs				
Valeur comptable nette au 31 mars 2025	34 \$	442 \$	1 689 \$	2 165 \$
Valeur comptable nette au 30 juin 2025	30 \$	399 \$	1 617 \$	2 046 \$

Aucune sortie ou dépréciation d'immobilisations corporelles n'a été observée au cours du trimestre.

8. AVANTAGES DU PERSONNEL

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimatif des congés de maladie de ses employés, des indemnités versées à certains employés à leur départ à la retraite ainsi que des prestations d'assurance maladie, de soins dentaires et d'assurance-vie du personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations constituées.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 mars 2025. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2023. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2026 ou plus tôt au besoin.

	Au	
	30 juin 2025	31 mars 2025
Partie courante	975 \$	860 \$
Partie non courante	47 021	46 006
Total des avantages du personnel	47 996 \$	46 866 \$

Suivent les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies de l'exercice :

Solde au 31 mars 2025	46 866 \$
Coût des services rendus au cours de la période	708
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	591
Primes au titre des avantages du personnel	(169)
Solde au 30 juin 2025	47 996 \$

Les montants comptabilisés dans l'état du résultat et du résultat global intermédiaire résumé de la période à l'égard de ce régime d'avantages sont les suivants :

	Trimestre clos le 30 juin	
	2025	2024
Coût des services rendus au cours de la période	708 \$	612 \$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	591	503
Charge au titre des avantages du personnel	1 299 \$	1 115 \$

9. COMPTABILISATION DES PRODUITS

9.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait.

9.2 INFORMATION SECTORIELLE ET VENTILÉE SUR LES PRODUITS

Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par secteur d'activité :

Secteur d'activité	Trimestre clos le 30 juin	
	2025	2024
Gestion des marchés	21 251 \$	20 753 \$
Gestion des projets et des programmes	12 911	12 795
Soutien technique en matière de biens immobiliers	5 989	5 918
Passation de marchés	3 720	3 837
Soutien technique en matière de construction	4 671	4 144
Soutien technique en matière d'environnement	4 069	3 847
Total des produits	52 611 \$	51 294 \$

Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par type de marché :

Type de marché	Trimestre clos le 30 juin	
	2025	2024
Produits horaires	24 842 \$	20 792 \$
Produits forfaitaires	27 769	30 502
Total des produits	52 611 \$	51 294 \$

Au 30 juin 2025, des produits comptabilisés d'avance totalisant 1 627 \$ (399 \$ au 31 mars 2025) se rapportaient à des obligations de prestation n'ayant pas encore été satisfaites. La direction s'attend à ce que le solde soit comptabilisé en produits d'ici le 31 mars 2026. Les variations des produits comptabilisés d'avance pour le trimestre sont présentées dans le tableau suivant :

	30 juin 2025	31 mars 2025
Solde à l'ouverture de la période	399 \$	920 \$
Comptabilisation des produits comptabilisés d'avance	(81)	(953)
Montants facturés et produits comptabilisés d'avance	1 309	432
Solde à la clôture de la période	1 627 \$	399 \$

10. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration pour l'exercice sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestre clos le 30 juin	
	2025	2024
Technologie de l'information	1 632 \$	1 576 \$
Frais de déplacement, d'accueil et de formation	651	710
Coûts d'occupation	283	318
Frais généraux et frais d'administration	267	321
Services professionnels	265	590
Dotations	104	121
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	3 202 \$	3 636 \$

11. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

11.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 123 447 \$ au 30 juin 2025 (119 859 \$ au 31 mars 2025) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier. La Société cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité.

La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles de ministères du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le MDN, tel que décrit à la note 13. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances figurant à la note 5, Créances clients, la Société évalue la provision pour perte sur les créances clients (en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie) à un montant de zéro \$ (zéro \$ en 2025).

Le tableau suivant indique la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) des actifs financiers assujettis au risque de crédit.

Au 30 juin 2025			
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 383 \$	— \$	27 383 \$
Placements	—	54 252	54 252
Créances clients	—	39 699	39 699
Salaires et autres créances	—	2 113	2 113
Total des actifs financiers	27 383 \$	96 064 \$	123 447 \$

Au 31 mars 2025			
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	46 421 \$	— \$	46 421 \$
Placements	—	50 429	50 429
Créances clients	—	21 239	21 239
Salaires et autres créances	—	1 770	1 770
Total des actifs financiers	46 421 \$	73 438 \$	119 859 \$

11.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des fournisseurs et dettes diverses se chiffrait à 14 674 \$ au 30 juin 2025 (12 329 \$ au 31 mars 2025) et était égale aux flux de trésorerie contractuels représentant l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. Tous les fournisseurs et dettes diverses arrivent à échéance en moins de six mois. Les fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas compris dans les fournisseurs et dettes diverses. De plus, au 30 juin 2025, les actifs financiers de la Société ont dépassé ses passifs financiers de 108 773 \$ (107 530 \$ au 31 mars 2025).

Les passifs financiers de la Société, compte tenu des paiements d'intérêts estimés, devaient arriver à échéance entièrement au plus tard dans un délai de six mois ou moins au 30 juin 2025.

11.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Au 30 juin 2025, tous les placements (54 252 \$) étaient constitués d'instruments à taux fixe (50 429 \$ au 31 mars 2025). Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments. La direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.

12. CONTRATS DE LOCATION

12.1 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Les actifs au titre de droits d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux et des installations pour le matériel informatique (entrepôt de données). La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer.

Les variations des actifs au titre de droits d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux	Location d'entrepôts de données	Total
Solde au 31 mars 2025	5 474 \$	138 \$	5 612 \$
Amortissements	(274)	(23)	(297)
Solde au 30 juin 2025	5 200 \$	115 \$	5 315 \$

12.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	30 juin 2025	31 mars 2025
Partie courante	930 \$	1 045 \$
Partie non courante	5 460	5 599
Total des obligations locatives	6 390 \$	6 644 \$

Solde au 31 mars 2025	6 644 \$
Paielements	(315)
Charges d'intérêts	61
Solde au 30 juin 2025	6 390 \$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 juin 2025.

Un an ou moins	1 147 \$
De un à deux ans	626 \$
De deux à cinq ans	2 405 \$
Plus de cinq ans	3 295 \$
Total	7 473 \$

Le tableau ci-après présente la ventilation des paiements de loyer pour l'exercice. Les paiements de loyer variables comprennent les montants pour les coûts d'exploitation, les taxes foncières et l'assurance. Il n'y a pas eu de charges liées à des contrats de location à court terme, et les charges relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables.

	Trimestre clos le 30 juin	
	2025	2024
Paielements de loyer variables	276 \$	294 \$
Total des sorties de trésorerie pour contrats de location	591 \$	593 \$
Remboursement du principal des obligations locatives	254 \$	232 \$

13. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du premier trimestre se chiffrent à 52 611 \$ comparativement à 51 294 \$ au cours de la même période en 2024-2025; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Les créances et les dettes des parties liées qui sont incluses dans les créances clients et les fournisseurs et dettes diverses, respectivement, figurent dans le tableau suivant :

	Au	
	30 juin 2025	31 mars 2025
Créances :		
Ministère de la Défense nationale (MDN)	36 020 \$	18 082 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	3 302	2 944
Centre de la sécurité des télécommunications	326	163
Services partagés Canada	51	50
	39 699 \$	21 239 \$
Dettes :		
Ministère de la Justice du Canada	215 \$	152 \$
Emploi et Développement social Canada	60	—
Agence du revenu du Canada	—	1 711
Services partagés Canada	—	2
	275 \$	1 865 \$

La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 210 \$ pour le premier trimestre, contre 124 \$ pour la période correspondante de 2024-2025. La Société a recouvré un montant de 202 \$ de ces charges auprès des clients-partenaires au premier trimestre.

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation des services ne peut occuper des installations du MDN, la Société recouvre ses frais de logement sous forme de décaissements remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

Le 2 mars 2022, la Société a acheté pour 1 002 \$ une obligation émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). L'obligation est arrivée à échéance le 15 décembre 2024. La Société a réalisé des produits financiers de néant sur l'obligation au premier trimestre, contre des produits financiers de 5 \$ réalisés au cours de la même période en 2024-2025.

14. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 juin 2025, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 17 387 \$. Celles-ci étaient liées à des marchés que CDC avait mis en place pour le compte de ses clients-partenaires. Au 31 mars 2025, 13 réclamations étaient en cours, pour une valeur totale de 17 837 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.